

## Nouvelles locales du mercredi 17 mars 2010

@rib News, 17/03/2010 | Diplomatie- Le Sénat américain vient de recevoir un rapport du secrétaire d'Etat Hillary Clinton dans lequel elle se dit préoccupée par la montée de la violence au Burundi, surtout en cette période pré-électorale. Ce rapport rappelle que des personnes de l'opposition et de la société civile ont été malmenées par la police des renseignements. Le rapport donne à titre d'exemple la mort par coups de Salvator Sabiraho à Kayanza, battu par la garde du Gouverneur de province. Il cite aussi la fusillade des scouts à Kayogoro au sud du pays, qui a coûté la vie à une personne et en a blessé trois autres. Ce rapport souligne aussi l'assassinat d'Ernest Manirumva vice-président de l'Olucome au milieu de 2009. Notons que l'analyse de ce rapport par le Sénat américain risque de causer une diminution des aides que le gouvernement américain octroie au Burundi, si Washington estime que les droits de l'homme ne sont pas du tout respectés. (Rpa)

Commerce.- La ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Mme Euphrasie Bigirimana, a présidé en début de cette semaine les cérémonies d'inauguration officielle du centre de prise en charge des réclamations, de formations et conseils aux consommateurs. Elle a rappelé que l'inauguration de ce centre coïncide avec la célébration de la Journée internationale de consommateurs, dont on célèbre le 16<sup>ème</sup> anniversaire. L'Ambassadeur de la Belgique au Burundi, qui s'était joint aux cérémonies, a rappelé qu'en 1962, le président américain d'alors John Kennedy, au cours d'un discours prononcé devant le Congrès américain que les consommateurs devaient jouir de droits essentiels : être entendu, droit à l'information, droit à la sécurité et en fin le droit de choisir. (Abp/Rntb) | Education- Suite à une grève des enseignants, les écoles à régime d'internat ont fermé leurs portes mardi matin, a-t-on appris en province de Mwaro au centre du pays. De surcroît, les écoles ne sont pas en mesure de continuer à nourrir et à loger des élèves qui ne sont pas en train d'étudier, raison pour laquelle ils ont chassés des écoles en attendant la fin de cette grève illimitée des enseignants. (Abp)- Les conséquences de la grève des enseignants commencent à se manifester du côté des syndicalistes en grève. En commune de Gitega, au centre du pays, un président du syndicat Sleba a été renvoyé de son travail par le président de la Comibu Cheik Kajandi. Ce qui a touché cet enseignant c'est que même le directeur de l'école n'a pas réagi. Le président du Steb en province de Gitega estime que cet enseignant a été chassé de son travail fait d'être membre du Sleb. (Rpa)- Le professeur Joseph Ndayisaba interpelle le Gouvernement à ne pas s'engager d'un bras de fer avec les enseignants actuellement en grève. Il dit que les élèves se trouvent dans une situation difficile et se sentent délaissés face à cette grève qui tarde à se terminer. Le professeur Ndayisaba trouve que la grève commence à prendre une orientation politique, raison pour laquelle il demande qu'elle se termine immédiatement pour ne pas impliquer les élèves et les parents dans des bras de fer politiques avec les enseignants. (Rpa) | Sociétés. - Un homme du nom de Félix Nizigiyimana de la commune de Makamba a pris la décision de chasser sa femme l'accusant d'infidélité. Cependant, comme les sources administratives le soulignent, cet homme ne parvient pas à prouver la culpabilité de sa femme car il n'a pas de preuves matérielles pour convaincre les gens que sa femme est réellement infidèle. Cette dernière a été poursuivie par son mari Félix Nizigiyimana avec une machette à la main, apprend-t-on des sources proches de cette famille de Gitaba à Makamba. Cette jeune femme de trois enfants accuse son beau père d'être l'instigateur de sa répudiation, car affirme-t-elle, il a tenté à maintes reprises de coucher avec elle mais en vain. Les sources policières disent que l'homme a été arrêté pour enquête. (Abp/Rntb) | Médias- L'Observatoire de l'Etat Gouvernementale (Oag) a tenu dernièrement une assemblée générale extraordinaire pour discuter sur la situation sociopolitique, économique et sécuritaire qui prévaut dans le pays à l'approche des élections. Dans un communiqué public mardi, l'Oag salue l'initiative des médias qui, dans le cadre du Projet Plan d'action commun d'appui au (Pacam) s'engagent à couvrir, dans le strict respect des règles de la profession, le processus électoral en synergie et en temps réel. Cependant, l'Oag se montre préoccupée par le comportement de certains médias locaux qui dévoilent privément de certaines personnalités politiques du pays. Il leur recommande de garder l'éthique et la déontologie journalistique comme leur unique boussole. (Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rntb)